

Le Liban après le 4 août 2020 : en mouvement vers l'est ?



Chinese Ambassador to Lebanon Wang Kejian R presents a gift to Lebanese Culture Minister Abbas Mortada during a ceremony at the Lebanese Culture Ministry in Beirut, Lebanon, on May 27. XINHUA/ VIA GETTY IMAGES

<https://foreignpolicy.com/2020/07/09/china-wants-to-be-lebanons-savior/>



China's military donated to the Lebanese Army surgical face masks, goggles, protective clothing and other medical supplies needed in the fight against the COVID-19 pandemic. (Xinhua news agency photo)

<https://www.arabnews.com/node/1683276/middle-east>

Depuis le 4 août 2020, date marquant la double explosion survenue à Beyrouth qui a fait près de 171 morts et 6.000 blessés, le Liban ne cesse de sombrer dans une crise économique, sociale et politique. Après la catastrophe, des témoignages de soutien ont afflué du monde entier et plusieurs dirigeants internationaux se sont rendu sur place afin d’essayer d’organiser l’avenir de ce pays ébranlé. Après le secrétaire de la ligue Arabe, le vice-président Turc et le président du Conseil Européen, c’est Emmanuel Macron qui a atterri à Beyrouth, perpétuant ainsi la longue tradition affective qui lie la France au pays du Cèdre. Pays à l’équilibre précaire et influencé par des puissances étrangères, le Liban est au centre de plusieurs intérêts géopolitiques régionaux et internationaux. De nombreuses puissances sont en effet conscientes des opportunités à tirer de ce pays stratégique et actuellement instable de la région du Proche-Orient.

Un pays instable au système en panne

Depuis plusieurs années, la colère Libanaise gronde à l’encontre de ses dirigeants, accusés de corruption et d’incurie. D’après *Transparency international*, le Liban est le dixième pays le plus corrompu au monde. Ainsi après l’annonce de la création d’une nouvelle taxe sur les appels de l’application Whatsapp en 2019, des manifestations ont éclaté dans toutes les rues du pays rassemblant chrétiens, sunnites et chiites. Par centaines de milliers, ces

‘indignés’ ont protesté contre un système politique et économique à bout de souffle. Ils dénoncent la corruption, l’état de déliquescence des infrastructures du pays, les pénuries (électricité, eau) et la cherté de la vie. Ainsi la crise économique a vite rattrapé la crise politique puisque le pays est endetté à 90 milliards d’euros et s’est auto-déclaré en cessation de paiement en mars 2020. A cause de la crise du coronavirus qui a ralenti l’activité économique et confiné la population, la situation s’est aggravée : licenciements successifs, effondrement du pouvoir d’achat, fermeture de nombreux commerces... Selon la Commission économique et sociale des Nations unies pour l’Asie occidentale (Escwa), plus de 50% de la population libanaise vit sous le seuil de pauvreté. Ainsi face à une classe dirigeante immobile, l’une des solutions pour le Liban est de recevoir l’aide de puissances étrangères. Certaines y voyant même l’opportunité de fournir de l’assistance tout en étendant leurs influences.

Les perspectives de la Chine au Liban: un pivot vers l’est s’impose-t-il ?

Epicentre des enjeux géostratégiques de l’est méditerranéen, le Liban est le site sur lequel se jouent les rivalités entre plusieurs pays. Depuis plusieurs années, la Chine travaille pour s’imposer comme une alternative viable des alliés historiques du Liban.

L’intérêt de la Chine pour le Moyen-Orient est ancré dans son colossal projet des routes de la soie¹, visant à étendre son influence dans le monde grâce à des liens économiques. Ainsi la Chine veut restaurer les liaisons routières délabrées depuis longtemps sur la côte méditerranéenne, contrôler son réseau d’infrastructures à travers l’Eurasie et réduire l’influence américaine par la même occasion. Avant les explosions, le Liban commençait déjà à nouer des relations fortes avec la Chine au mépris des États-Unis. Le général du Hezbollah, Hassan Nasrallah, avait évoqué en juin 2020 l’hypothèse d’un pivot vers l’est durant une discussion avec le FMI, ce qui avait inquiété les puissances occidentales. D’ailleurs d’un point de vue commercial, les relations entre ces deux pays sont déjà fortes, 40% des importations libanaises provenant de Chine. De plus, l’empire du Milieu avait déjà commencé à investir dans des points stratégiques comme celui du port de Tripoli. De ce fait, la dévastation du port de Beyrouth lui permet d’investir dans sa reconstruction, une démarche nécessaire si elle veut que le port de la capitale devienne un hub accompli de ses nouvelles routes de la soie.

En effet le Liban a besoin d’aide financière pour surmonter cette tragédie et la crise économique dans laquelle il s’enlise depuis plusieurs années. Cependant l’aide des Institutions Internationales telles que le FMI aboutissent rarement car les contreparties exigées ne sont jamais respectées par le gouvernement libanais. C’est le cas de la conférence du Cèdre en avril 2018, où des donateurs s’étaient engagés à débloquer 11,6 milliards de dollars en contrepartie de réformes structurelles que devait respecter Beyrouth. Le gouvernement libanais n’a pas réussi à respecter ses engagements à cause de la corruption, du clientélisme et du népotisme.

Ainsi contrairement à ses homologues occidentaux, la Chine est bien moins exigeante sur les critères de gouvernance concernant les aides financières qu’elle octroie. C’est pourquoi le gouvernement du premier Ministre Hassan Diab -soutenu par le Hezbollah et ses alliés- s’était déjà tourné vers la Chine afin de recevoir des capitaux que les Institutions Internationales peinaient à lui fournir: “*Notre mouvement vers la Chine est très sérieux mais nous ne tournons pas le dos à l’Occident*” avait déclaré un responsable ministériel à l’Associated Press, “*Nous traversons des*

IS IT CHINA'S TURN IN LEBANON?

Beijing's 'donation diplomacy' paying off in
crisis-plagued country now battling pandemic

87% 60% 75%

circonstances extraordinaires et nous accueillons quiconque va nous aider”. La Chine avait par exemple proposé d’investir dans le réseau électrique défaillant du Liban, qui connaît des pannes régulières pour les citoyens du pays.

Cependant les États-Unis ont déclaré qu’une telle initiative se ferait automatiquement au détriment de Washington. Ainsi le Hezbollah et ses alliés accusent les États-Unis d’avoir imposé un “siège financier” informel au Liban, en restreignant les dépôts en dollars, afin de faire pression sur le Hezbollah, considéré comme une organisation terroriste par Washington et ses alliés arabes du Golfe: *“Nous savons bien qu’il y a une grande décision d’assiéger le pays. Ils empêchent toute assistance au Liban”* (Diab, le 2 juillet 2020). En outre Hassan Diab a préconisé que le Liban se détache de sa dépendance au dollar en déclarant que *“les entreprises chinoises sont prêtes à injecter de l’argent”*. Ainsi Diab avait reçu Wang Kejian l’ambassadeur de Chine au Liban et avait invité, juste après, le ministre libanais de l’industrie afin de poursuivre les négociations. De plus la Chine s’est montrée très réactive au Liban concernant les derniers événements, le monde entier appelant cette démarche la “diplomatie des dons”: dès qu’un premier cas de COVID-19 a été détecté, elle s’est précipitée pour fournir de l’aide et juste après les explosions, elle a envoyé des soldats de l’ONU assister Beyrouth dans son expertise médicale.

Toutefois de nombreux acteurs politiques sont méfiants face à une exploitation potentielle de la Chine. En effet certains partenariats des nouvelles routes de la soie peuvent conduire à un accroissement problématique de l’endettement. C’est le cas du Sri Lanka, qui avait contracté de lourds emprunts auprès de la Chine pour aménager un port en eaux profondes, et s’est vu contraint de céder le contrôle de l’infrastructure à Pékin à cause de son endettement. D’autres pays ont aussi été emportés dans cette “spirale de l’endettement”.

Sami Nader, un analyste politique libanais, poursuit: *“Les investissements chinois donneront des résultats dans cinq à six ans, d’ici là, le Liban sera mort. Nous avons besoin d’un prêt du FMI. Et comment la Chine s’attend-elle à ce que nous la remboursions ?”*. L’un des principaux experts chinois en politique étrangère, Shen Dingli, a déclaré que Pékin pouvait se permettre d’être une puissance douce pour étendre son influence à l’échelle mondiale en laissant entendre que la Chine se préparait à devenir les prochains États-Unis: *“Nous pouvons offrir quelques centaines de millions de dollars à des pays qui, par exemple, promettent de nous soutenir à Taiwan au niveau international.”*

Cependant la bonne relation qu’entretient la Chine avec le gouvernement libanais pourrait lui porter préjudice dans le bon déroulement de ses projets d’investissement. En effet les dirigeants politiques libanais sont considérés comme coupables de la détérioration progressive de la situation au Liban et perçus comme incompetents, intéressés et corrompus par la population: *“Démissionner ou se pendre”*, tel est le message des manifestants depuis l’explosion du port. Donc étant connue pour fermer les yeux sur les malversations des politiciens étrangers auxquels elle prête de l’argent, la Chine semble être l’option la moins intéressante pour les libanais, bien qu’ils soient conscients du fait qu’ils manquent de temps. A titre de comparaison, Emmanuel Macron a beaucoup plu en ciblant sa réponse sur le public et non sur la classe politique lorsqu’il était à Beyrouth.

La réaction Française: entre liens historiques et enjeux géostratégiques

On aurait pu s’attendre à ce qu’un haut fonctionnaire américain se déplace jusqu’à Beyrouth après la catastrophe mais le retrait de leur position de leader mondial a laissé la place à Emmanuel Macron qui a donc dirigé la réponse internationale à la catastrophe. Du fait des liens historiques et profonds, c’est naturellement que la France se porte au secours du Liban.

Mais d'un point de vue stratégique, quelles sont les raisons qui ont poussé Emmanuel Macron à se placer en première ligne après les explosions ? Est-ce une manière pour la France de retrouver pieds au Proche-Orient ou bien de contrer l'influence de certaines puissances ?



Le Parisien,

<https://www.leparisien.fr/international/liban-macron-veut-un-gouvernement-de-mission-au-plus-vite-31-08-2020-8376198.php>

Même si la France entretient de profonds liens culturels avec le Liban, elle n'est d'une part que son 18^{ème} importateur et seulement la 7^{ème} puissance fournisseuse derrière la Chine, les États-Unis, l'Allemagne et la Turquie. Sa part de marché a aussi diminué passant de 10% il y a quelques années à 3% aujourd'hui. D'autre part, étant dépouillée de ses positions stratégiques dans la zone en ayant notamment perdu des positions en Syrie et en Libye, le Liban est la dernière porte d'entrée de la France dans la région. Ainsi Emmanuel Macron tente de préserver les intérêts français et, si possible, essaye de reconfigurer certains paramètres afin de ne pas laisser de place à d'autres puissances telles que la Chine et son colossal projet des nouvelles routes de la soie: *“Si nous lâchons le Liban dans la région, si en quelque sorte nous le laissons aux mains des turpitudes des puissances régionales, ce sera la guerre civile”* et *“la défaite de ce qui est l'identité même du Liban”* affirmait Emmanuel Macron.

Ainsi à peine arrivé à Beyrouth, il s'immisce dans les affaires politiques, recommande des changements et pousse aux transformations: il agit rapidement et coordonne une réponse des puissances occidentales. Vu comme une « puissance raisonnable » par les Libanais, la France pourrait être un vecteur de son relèvement. D'ailleurs ce n'est pas la première fois qu'un Président Français apporte son soutien au pays du Cèdre : François Mitterrand en 1983, Jacques Chirac en 2005, Nicolas Sarkozy en 2008, François Hollande en 2017... Pour le moment, le Président Français mise sur une dynamique vertueuse où les réformes administratives et financières finiront par contraindre le régime libanais à opérer un

changement. Il a souligné que son initiative représente la “*dernière chance pour le système*” et que “*Le Liban n’est pas seul*”. Accusé d’ingérences par certains, l’Elysée affirme être sur une ligne d’ “*exigence sans ingérence*”. Pour le moment, Emmanuel Macron a drainé une aide d’urgence de 257 millions d’euros en organisant une conférence de donateur. Aussi, il est l’hôte du Groupe international de soutien au Liban (GISL) à Paris depuis 2018. Après avoir annoncé des conférences, il a promis de retourner à Beyrouth pour souligner sa détermination. En agissant vite, Emmanuel Macron tente de ne laisser la place à aucune autre puissance, compte tenu de l’importance régionale du Liban et de l’influence croissante de la Chine dans le monde.

Sources

- De l'utilité géopolitique des espaces libanais, Michael F. Davie, Outre-terre n°13, Cairn, 2005,
<https://www.cairn.info/revue-outre-terre1-2005-4-page-355.htm>
- Macron : "Si nous lâchons le Liban, ce sera la guerre civile", L'orient Le jour, 28 septembre 2020,
<https://www.orientlejour.com/article/1230777/macron-replonge-dans-le-chaudron-libanais.html>
- Au Liban, quelle perspective envers la Chine BRI – Syrie – Port de Tripoli, Observatoire enrs, Adrien Mugnier, 08 février 2019,
<https://observatoireenrs.com/2019/02/08/au-liban-quelle-perspective-envers-la-chine-bri-syrie-port-de-tripoli/>
- Will China change its Lebanon strategy?, Philip Crow, The Diplomat, 19 août 2020,
<https://thediplomat.com/2020/08/will-china-change-its-lebanon-strategy/>
- Lebanon is in Economic Crisis, and China wants to be its savior, Anchal Vohra, Foreign Policy, 9 juillet 2020,
<https://foreignpolicy.com/2020/07/09/china-wants-to-be-lebanons-savior/>
- Is it China's turn to wield influence over Lebanon ? Najia Houssari, Arabnews, 12 août 2020, <https://www.arabnews.com/node/1683276/middle-east>
- La bombe à retardement des prêts chinois, Bartholomäus Grill Michael SaugaBernhard Zand, Der Spiegel, Le courrier international, 20 septembre 2019
<https://www.courrierinternational.com/article/developpement-la-bombe-retardement-des-prets-chinois>
- China's Overseas Lending, Working Paper, Harvard, Sebastian Horn, Christoph Trebesch / Carmen M. Reinhart, juin 2019
<https://www.ifw-kiel.de/publications/kiel-working-papers/chinas-overseas-lending-12820/>